

## LES CONDITIONS DE LOGEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

### Le cas de l'Italie (\*)

Au début de l'année 1974, la Commission de la Communauté Européenne a lancé un programme de recherche sur les conditions de logement des travailleurs migrants dans les neuf pays de la communauté, à la demande de la délégation italienne.

En Italie, la recherche a été menée par Amalia Signorelli, Professeur d'anthropologie culturelle à l'université d'Urbino, avec Clara Tiritrico, économiste, et Sara Rossi, urbaniste. A la demande des experts italiens, il a été décidé que pour l'Italie et l'Irlande, les deux seuls pays d'émigration et non d'immigration, l'étude mettrait l'accent sur les conditions de logement lorsque le travailleur retourne dans son pays d'origine. L'idée était d'approfondir les effets et les conséquences de l'émigration sur le pays d'origine.

#### Objectif de la recherche

La question des conditions de logement au retour n'est qu'un élément d'une situation complexe.

C'est un fait bien connu qu'il existe une forte rotation parmi les travailleurs italiens qui émigrent dans les pays de la communauté ou en Suisse. D'après les sources tant communautaires qu'italiennes ou allemandes, 30 à 35 % d'émigrants sont entrés dans leur pays d'origine durant les 15 dernières années. Dans les 5 dernières années toutefois, ce pourcentage a fait un énorme saut et a atteint près de 100 %.

L'intensité et la taille de cette rotation sont si importantes que l'on ne peut plus la considérer comme un phénomène marginal dans les mouvements de la force de travail européenne. Elle doit être considérée comme une caractéristique structurelle. En fait, on peut appliquer le même schéma aux travailleurs non communautaires et nord-africains.

---

(\*) Texte traduit de l'anglais par M. TALLARD, chargée de recherche au C.R.E.D.O.C.

Aussi, les causes structurelles de l'entrée et de la sortie des travailleurs migrants de leur pays d'origine furent choisies comme thème principal de l'analyse macrocontextuelle conduite par l'équipe italienne.

C'est dans ce contexte qu'il faut traiter le problème des conditions de logement au retour. Il est généralement admis que le but principal de la plupart des migrants, quelle que soit leur nationalité, est d'épargner pour éventuellement acheter une maison dans le pays d'origine. C'est un fait que bon nombre, sinon tous les migrants qui rentrent atteignent ce but. D'autre part, même les travailleurs qui continuent à travailler dans le pays d'accueil achètent souvent une maison dans leur pays d'origine, comme une sécurité pour le jour où ils rentrent. Cette tendance à épargner et à utiliser cette épargne pour acheter une maison apparaît comme une constante peu susceptible d'être influencée par une action législative du pays d'origine ou du pays d'accueil qui pourrait amener le travailleur à utiliser son épargne différemment.

Il n'y a jamais eu en Italie une véritable stratégie politique d'utilisation de l'épargne des migrants. En fait, la quasi-totalité de cette épargne a été utilisée pour ce que l'on a appelé « la maison du retour », c'est-à-dire la rénovation, restauration ou construction neuve d'un logement dans des communautés petites ou moyennes des régions d'émigration. Ce fait bien connu a été encore vérifié au début de l'étude italienne à travers les entretiens qualitatifs que nous avons menés.

L'importance de ce phénomène met en évidence la contradiction implicite de la situation. D'une part nous avons un système productif (dans l'Europe de l'Ouest) pour lequel une armée industrielle de réserve composée d'une force de travail importante et facilement mobilisable est absolument indispensable pour assurer son succès. Cette situation tend à perpétuer les conditions propres à l'émigration. D'autre part nous avons des travailleurs migrants qui retournent dans leur pays d'origine. Ces derniers ont deux ressources : l'une est financière (l'épargne) et l'autre culturelle (l'expérience de la vie et du travail dans un environnement industriel, presque toujours urbain).

La contradiction notable dans leur attitude est qu'ils utilisent ces deux ressources de manière à perpétuer l'émigration.

En fait, le logement du retour, qui est généralement une maison bâtie grâce aux économies du travailleur, *immobilise un capital sans créer d'emploi*. Il n'en serait pas ainsi si ces fonds étaient utilisés de manière productive individuellement ou mieux collectivement. De plus, une maison ne suffisant pas pour vivre s'il n'existe pas de travail, le nouveau propriétaire est souvent forcé de s'expatrier à nouveau laissant la maison vide et inutilisée. Au mieux, il devra trouver une place sur le marché du travail local qui est toujours précaire avec un fort taux de chômage.

Au niveau culturel, la décision d'utiliser l'épargne dans la construction d'une maison montre qu'en dépit de l'expérience que constitue l'émigration, les migrants poursuivent un schéma par lequel ils tendent d'échapper à leur condition : acquisition d'une propriété (et non usage productif d'une ressource) et individuellement (et non collectivement ou en association) afin de modifier sa propre place dans la société (au lieu de changer le système).

Ces choix faits par les migrants qui rentrent dans leur pays d'origine apparaissent contradictoires avec leur but immédiat (l'élimination de l'émigration) et diffèrent visiblement de ce que l'on pourrait appeler un comportement de classe.

Les conditions qui sont à l'origine de ce comportement contradictoire doivent absolument être d'abord étudiées au niveau de la structure socio-économique. Le fait que les individus construisent leur propre identité et vision du monde dans cette contradiction est trop souvent oublié dans l'analyse courante. Ils agissent afin d'atteindre certains buts.

Les causes macrocontextuelles de cette attitude peuvent être regroupées selon trois axes :

— le rôle joué par une force de travail aisément mobilisable dans le système productif de l'Europe de l'Ouest;

- les conditions de vie précaires des travailleurs migrants;
- le développement lent et aberrant de leur pays d'origine.

Posant ces axes (largement analysés dans la littérature) comme vrais, l'étude italienne a considéré le « logement de retour » comme un champ à l'intérieur duquel les choix des émigrants et leurs décisions, ainsi que leur capacité d'innovation et de changement pourraient être étudiés.

En d'autres termes, les émigrants étaient, au centre de l'étude, sujets économiques et culturels de conditions historiques particulières.

Membres de la classe ouvrière, ils en constituent une fraction spécifique et différenciée. Il est donc nécessaire d'étudier la signification de ces éléments pour ceux qui les vivent pour comprendre leurs choix et décisions.

### **Méthode de recherche**

La recherche ne comportant que 600 interviews, elle fut conçue afin de représenter les divers cas possibles et non comme statistiquement représentative.

Les variables essentielles utilisées furent : les conditions de l'émigration (émigrants rentrés temporairement ou définitivement, jeunes se préparant à émigrer) et la région d'origine (selon le niveau de développement, une région du sud ou des Alpes). On faisait l'hypothèse que les deux variables avaient une influence significative sur les décisions des travailleurs migrants.

Dans les aires choisies (relativement homogènes à l'intérieur), l'échantillon fut tiré au hasard selon la méthode du porte à porte, tout en respectant les quotas fixés entre les trois catégories de migrants.

Afin de ne pas subdiviser l'échantillon, seuls les hommes furent interrogés.

Pour ces enquêtes, nous avons utilisé un questionnaire divisé en quatre parties : informations générales, conditions de logement, constitution de l'épargne et utilisation, tendance au changement et participation politique et syndicale.

Les entretiens sur le terrain eurent lieu entre novembre 1974 et mars 1975. On a pu ainsi interroger des migrants qui rentraient temporairement pour Noël.

Dans les questions ouvertes de la troisième et quatrième partie, le code a été construit une fois les interviews achevées, par l'exploitation des réponses et une série de tests à l'intérieur de l'équipe de recherche. Les données furent exploitées après avoir été codées. Le caractère restreint de l'échantillon ne nous permettait pas d'atteindre des résultats statistiquement représentatifs qui pourraient être vrais pour tous les travailleurs rentrant au pays. Au contraire, nous considérons que les résultats de l'étude devraient être utilisés comme une simple clé pour comprendre des résultats plus généraux.

Pour la même raison, nous nous sommes limités dans l'exploitation des données aux tris à plat et à une série de croisements simples ou multiples.

### **Résultats de la recherche**

#### *Les conditions de logement*

En ce qui concerne les conditions de logement, les variables étudiées furent les suivantes : statut d'occupation, confort et ameublement, type de logement, nombre d'occupants.

Plus de 75 % des enquêtés sont propriétaires de leur logement dans le pays d'origine. De plus, la plupart de ceux appartenant aux 25 % restant veulent devenir propriétaires. L'épargne accumulée durant la période d'émigration est utilisée pour construire ou

reconstruire une maison unifamiliale ou, plus rarement pour acheter un appartement. On peut distinguer quelques tendances :

- une certaine corrélation mais assez faible entre la durée de l'émigration et la possession d'une maison;
- pas de corrélation entre l'achat d'une maison et le retour définitif au pays d'origine;
- l'acquisition d'une maison a tendance à se concentrer à certaines périodes, selon les conditions du marché du logement et la législation.

36 % des logements étudiés furent construits après 1960, mais 100 % ont fait l'objet de rénovation étant donné que presque tous ont l'eau courante et des salles de bain individuelles. Le pourcentage des maisons avec bain ou douche est élevé, alors que la disposition du chauffage central semble plus dépendre du niveau de vie dans l'aire étudiée que du climat. La télévision et le réfrigérateur sont très répandus. Près de 35 % des maisons visitées ont une « pièce de réception » meublée comme une salle à manger et réservée aux visiteurs et aux importantes occasions, alors que la famille se retrouve généralement dans la cuisine.

En ce qui concerne le type de logement, seulement 1 % de l'échantillon peut être caractérisé comme précaire et dangereux. Dans 66 % des cas ce sont des logements unifamiliaux construits en ligne, neufs ou rénovés, alors que 21,3 % sont des appartements dans des constructions récentes.

Le taux d'occupation est presque toujours normal (1 personne par pièce) pour les familles en appartement, mais se dégrade dans les maisons unifamiliales où il atteint un niveau anormal dans 5 % des cas (plus de 4 personnes par pièce).

L'impression générale qui se dégage de ces éléments et d'autres que nous n'abordons pas ici par souci de concision, est que le logement au pays est construit grâce à l'épargne qui se forme à la suite de la diminution de la consommation familiale, et surtout de la consommation individuelle de l'émigrant lui-même (comme on le verra plus loin). La construction de cette maison correspond à des périodes de temps très variables selon les circonstances de la vie de l'émigrant.

D'autre part, ce sont des logements qui ont été construits avec une grande économie, presque toujours par l'émigrant lui-même et sa famille pendant les vacances. Cela explique pourquoi la maison de type unifamilial est préférée. Elle permet la construction par étapes. Du début de la construction au moment où elle est considérée comme terminée, il est normal qu'il s'écoule plusieurs années. Durant cette période, le propriétaire continue à émigrer, d'abord parce qu'il doit gagner l'argent nécessaire à la construction et aussi parce qu'il ne trouve pas de travail au pays.

La réaction immédiate à toutes les fluctuations des conditions d'achat ou d'acquisition d'un logement dans la région, montre qu'un flot continu d'information atteint le migrant à l'étranger. Un entretien plus approfondi montre toutefois que ce ne sont que des informations données par hasard par des parents ou des amis. C'est un processus très sélectif car seules sont transmises les informations qui touchent l'intérêt privé du migrant et les possibilités ou occasions qui s'offrent dans sa ville d'origine.

Le statut d'occupation, l'ameublement, le type de logement confirment que le logement du retour correspond à un choix qui tend à faire de la propriété privée une protection contre la précarité et l'insécurité ainsi qu'une garantie d'indépendance et une preuve « que l'on est capable d'arriver à quelque chose ».

Le refus généralisé de près de 100 % de notre échantillon de considérer l'éventualité de la location d'un logement, montre la valeur donnée à la possession et à la propriété : cela ne nous apparaît pas comme lié à des valeurs tenant à leur origine rurale, mais plutôt comme le produit des conditions de vie et de travail actuelles des travailleurs migrants.

Les symboles de la société de consommation sont présents, mais il est intéressant de noter qu'ils sont accompagnés de symboles typiquement bourgeois antérieurs à l'ère de la société de consommation: la pièce de « réception », ou, selon l'expression traditionnelle, « le bon salon ».

## Les émigrants comme sujets économiques : formation et utilisation de l'épargne

Plus de 90 % des enquêtés déclarent épargner pendant leur séjour à l'étranger. Une analyse du total des gains à l'étranger et des dépenses totales pour vivre et se loger, etc. permet de vérifier qu'il s'agit d'une diminution drastique de la consommation, 30 à 50 % des gains mensuels étant épargnés. L'épargne la plus importante est réalisée par les travailleurs migrants, célibataires et mariés, dont les gains se situent entre 300 000 et 350 000 livres par mois.

Le but déclaré de l'épargne, pour 14 % de ceux qui sont rentrés définitivement et 13 % de ceux rentrés temporairement, est de commencer une activité de travailleur indépendant, fermier, artisan ou petit commerçant. A l'exception d'un faible pourcentage qui épargne sans but précis, le but de tous les autres est d'acheter une maison.

De plus, il existe une étroite corrélation entre les désirs et les besoins des émigrants et, en général, les conditions économiques prégnantes dans le pays d'origine.

On ne peut donner une réelle explication ni fournir tous les éléments nécessaires pour comprendre cette attitude si l'on n'analyse pas profondément les problèmes et les conditions existantes dans le pays d'origine à l'intérieur duquel l'émigrant est placé et par lequel il est conditionné.

Il nous paraît important de bien préciser le fait que l'émigrant quitte son pays d'origine en connaissant les problèmes économiques qui s'y posent, et qu'il tente de les surmonter en allant à l'étranger, sans même savoir quand il rentrera. L'émigrant part à l'étranger déjà conditionné, si l'on peut s'exprimer ainsi, par des circonstances et des problèmes qu'il a ressentis comme insolubles pour une longue période. De plus, il ne croit plus que les programmes de développement conçus pour développer le système productif dans la région où il vit, pourront lui permettre de trouver un emploi et d'être un citoyen.

Il se place subjectivement dans un mécanisme de développement productif et économique, à la fois en tant que travailleur et en tant que producteur et perceuteur d'un revenu, épargnant et utilisateur de biens durables et non durables. La décision d'émigrer en fait un « sujet économique spécifique » de l'instant où il émigre jusqu'à celui où il décide de rester ou de rentrer, de consommer et de vivre d'une certaine façon à l'étranger et d'utiliser son revenu et son épargne dans le pays d'origine. Il est un sujet qui résoud à sa manière des problèmes et des lacunes non résolus dans son pays d'origine. Il assume consciemment, même s'il y est forcé, un rôle et une place dans le système économique, qu'aucun pouvoir gouvernemental n'a jamais ni peut-être voulu contrôler et orienter.

S'il est nécessaire de parler « de marginalisation institutionnalisée », il existe certainement une « aliénation économique et productive », séculaire et structurelle à l'origine, qui a paru évidente à l'émigrant dans son pays d'origine avant qu'il ne parte à l'étranger. Ces circonstances conditionnent les choix et les attitudes de l'émigrant qui semblent anarchiques, à l'étranger et au retour.

Deux phénomènes différents se dégagent de cette situation :

— l'émigrant tend à vivre à l'étranger avec les mêmes modèles de consommation dans lesquels le mode de vie et l'épargne résultent de la situation économique précaire qu'il a laissée derrière lui dans le pays d'origine où, dans la plupart des cas, sa famille continue à vivre. De plus, il considère toujours le pays d'origine comme un pôle de référence, où ses problèmes de survie et de recherche d'emploi et de revenu ne sont pas résolus. Il espère les résoudre en se « sacrifiant » à l'étranger;

— le manque de qualification professionnelle, la connaissance d'un système productif souvent précaire comme l'agriculture ou le travail manuel dans la construction ou le secteur tertiaire (ce sont les secteurs d'où viennent les émigrants d'Italie du Sud) se combinent et sont des facteurs structurels qui éloignent l'émigrant des mécanismes productifs et du système social du pays d'accueil. En fait, ces mécanismes répondent à des programmes de développement et à des mécanismes de participation complètement différents de ceux qu'il a connus dans son pays d'origine.

En conséquence, sa participation à la structure productive du pays d'accueil ne commence pas comme celle d'un travailleur qui a déjà eu une place (plus ou moins bonne) dans le système productif. Au contraire, c'est un travailleur temporaire, paysan, un profil mixte qui n'a jamais eu de revenu stable comme un salarié ou un membre du prolétariat. Son seul lien avec le travail et son milieu de travail est financier. Sa participation, en tant que travailleur dans le « nouveau » système, complètement différent du système productif dont il provient, ne peut être que très limitée. Le salaire est la seule chose qui compte et il est étroitement relié à un seul intérêt : la survie.

L'attitude de l'émigrant en tant que sujet économique (consommateur-épargnant) s'explique principalement par le fait qu'il utilise son salaire de la façon qu'il estime la meilleure, souvent très différemment des modèles en usage. Ainsi, l'émigrant est, avant tout, un receveur de revenu totalement indépendant des modèles productifs et de consommation de ses collègues et spécialement des travailleurs étrangers.

Le travailleur migrant n'a pas de place dans le procès de production. Il la perçoit et l'évalue en référence à un schéma similaire à celui de la classe ouvrière dans les pays où l'industrialisation est plus avancée. Il se perçoit surtout comme un receveur de revenu et ce revenu représente pour lui une rémunération intangible, qualitativement et quantitativement. Ce n'est qu'à partir de ce concept que l'on peut comprendre comment se forment les choix d'épargne, de consommation et d'investissement de l'émigrant, ainsi que les motifs de son extériorité du processus productif du pays d'accueil.

### **L'émigrant en tant que sujet culturel**

Les travailleurs migrants qui composent notre échantillon sont, de toute évidence, membres de l'une des fractions les plus faibles de la classe ouvrière.

Ils ont peu de pouvoir pour influencer sur leur contrat d'embauche et pour se défendre. Mais ils ne se résignent pas à cette situation. Ils désirent ardemment améliorer leur sort. Cependant, le type d'amélioration qu'ils poursuivent est d'un type « archaïque », type dans lequel l'amélioration s'identifie aux conditions de la sécurité, elles-mêmes garanties par la possession d'une propriété. La stratégie pour atteindre ce but est conçue par la plupart d'entre eux par une action individuelle à l'intérieur du système social plutôt que par une action collective pour transformer ce système. Ils sont, en fait, convaincus que le mode de vie tant individuel que collectif vécu à l'étranger ne pourrait pas être reproduit au pays d'origine. Cette conviction s'appuie sur une absence d'outils propres à aider à transformer ce malaise en analyse et ainsi en stratégie. Nos données montrent que la pratique syndicale est très faible, ce qui est contradictoire avec des conditions de travail aussi précaires. De plus, il y a une sorte d'isolement total (près de 35 % des interviewés qui sont rentrés dans le pays d'origine définitivement ou temporairement pensent qu'il n'y avait pas d'unité entre les travailleurs italiens, alors que 50 % affirment qu'il n'y avait pas non plus de solidarité avec les travailleurs du pays d'accueil), tout au plus, y-a-t-il une certaine intégration qui ne va jamais au-delà d'une solidarité sentimentale (près de 50 % de ceux qui pensent qu'il y a une solidarité entre les Italiens à l'étranger l'attribuent à la similarité des origines ou à l'éloignement du pays et n'y voient que des avantages sentimentaux alors qu'un peu plus de 20 % estiment qu'une force et un pouvoir de négociation plus importants naissent de cette unité).

On peut aisément expliquer cette attitude par l'origine rurale des émigrants et des variables telles que l'attachement à la tradition, au passé, à la famille, à la terre, ou le manque d'esprit des affaires ou encore d'aptitude à la coopération et à l'association. Mais ce n'est qu'une explication partielle.

En fait, la théorie selon laquelle les choix et les conduites des émigrants sont le résultat du passage d'une culture rurale à une culture urbaine et industrielle nous renvoie à une hypothèse bien connue : que l'émigration serait un phénomène douloureux mais transitoire et dû aux circonstances, phénomène qui serait donc nécessaire et partie intégrante d'un large processus de rationalisation et de développement;

Cependant, si l'émigration n'est pas un expédient conjoncturel, comme le montrent les faits, mais une constante du système, il est alors essentiel de ne pas analyser la culture des émigrants comme une culture transitoire. Il faut la considérer pour ce qu'elle est : une vision du nombre enracinée dans des conditions de vie où la domination et la subordination s'expriment à travers une marginalisation institutionnalisée.

L'émigrant est un homme marginal tant dans la société qu'il quitte que dans celle où il entre. Dans la première, il est extérieur au processus productif, alors que dans la seconde il est tenu en dehors du processus d'intégration sociale. Dans l'une il n'est pas, il ne peut être, et n'a pas la possibilité d'être un travailleur, alors que dans l'autre il n'est pas, ne peut être et n'a pas la possibilité d'être un citoyen. Dans un pays, il n'a rien à manger, mais dans l'autre, il n'a pas droit à la parole.

Ainsi, la culture de l'émigrant, ses habitudes et ses valeurs ne peuvent être celles de la culture rurale. Le système social qui a besoin de lui comme émigrant a aussi besoin que non seulement il accepte sa position d'émigrant et d'homme marginalisé, mais aussi qu'il intériorise et rationalise cette position. En ce sens, c'est le système social qui conditionne la perception que l'émigrant a de lui-même et de sa situation. Il semble que cet objectif soit atteint.

Il apparaît que les émigrants, au moins ceux que nous avons interrogés, ne réagissent pas au caractère contradictoire de leur situation d'une façon conséquente. Il ne serait pas juste de dire pour autant qu'ils n'en sont pas conscients. Notre étude nous a toujours démontré le contraire.

Toutefois, il est vrai qu'une rationalisation subjective conduit à la conclusion que ces contradictions ne peuvent être ni éliminées, ni résolues ou changées. Plus exactement, nous pourrions dire que la culture de ceux que nous avons interrogés semble se fragmenter le long de deux axes qui se croisent à un certain point : l'une qui sépare ce qui est public (et donc politique) de ce qui est privé, l'autre qui sépare l'expression vécue à l'étranger de la vie dans le pays d'origine. Cette fracture est très profondément enracinée dans le subconscient. Elle n'apparaît que rarement à la surface mais le fait que le passage d'une situation à une autre implique simultanément le passage d'un groupe de référence à un autre, d'une échelle de valeur à une autre, le démontre. Le haut degré de dissociation maintenu subjectivement entre chaque situation permet que chacune se maintienne indépendamment et non influencée par les événements qui pourraient survenir dans une autre d'entre elles.

Ainsi, il est possible pour l'émigrant de supporter le choc que constituent la précarité de sa situation de travail et son isolement social, en se reposant sur ce que lui apportent les aspects « personnels » de sa vie. Et c'est pour préserver ces derniers qu'il accepte de se sacrifier à l'étranger, de travailler, d'épargner et de s'accommoder d'une rotation précaire, déracinante et progressivement institutionnalisée.